

Sciences et techniques : Production Industrielle Manufacturière

Respectable Loge, Olympe de Gouges, Orient de Strasbourg, Région 4

Mots-clefs : Industrie

Diagnostic des difficultés des industriels français

En 2018, la part de l'industrie dans la richesse nationale en France n'était plus que de 11 %, contre 17 % à la fin des années 1990, ce qui est le niveau actuel de la plupart des autres économies développées.

Face à la concurrence mondiale, l'industrie française ne fait plus le poids dans certains secteurs.

En quinze ans, alors que les ventes de biens ont augmenté de plus de 50 % sur nos territoires, notre production manufacturière... est restée au même niveau.

Sans compter qu'au-delà des ventes de biens, les services à haute valeur ajoutée ont accru leur part dans notre PIB, et à ce niveau la domination des GAFA et autres entreprises technologiques étrangères ; non seulement nos entreprises ne produisent plus ce que les Français consomment, mais elles ne disposent pas des compétences et technologies clefs dont nos concitoyens ont besoin.

Car pour comprendre le désastre industriel français, il convient de revenir sur les erreurs stratégiques des pouvoirs publics français et de nos grands patrons, issus du moule techno-politique via les grands corps. Nous devons à Serge Tchuruk dans les années 90, le patron de ce qui était alors Alcatel (depuis démantelé en de nombreuses entités), d'avoir théorisé chez nous le concept d'industrie sans usines, sans actifs, une hérésie stratégique vite abandonnée par les Américains mais qui a perduré en France jusque dans les années 2000.

Alors que notre génie industriel était la marque de fabrique de la France encore dans les années 1990 (il suffit de noter le rayonnement des produits de Schneider, Airbus, Alstom, Dassault, à cette époque) D'autant plus que le complexe militaire, comme aux États-Unis, fournissait un excellent levier public pour le développement de l'industrie privée.

Chaque emploi dans l'industrie génère en moyenne 2 emplois, au moins, dans le secteur des services, on voit que la population active de notre pays, si le secteur industriel ne s'était pas atrophié, compterait aujourd'hui 5,4 millions de travailleurs de plus.

Ce diagnostic sur les sources de difficultés des industriels français montre tout d'abord la nécessité d'un ensemble de politiques publiques complémentaires et coordonnées, dont le champ dépasse largement le seul secteur manufacturier.

Les politiques visant à améliorer la compétitivité-coût du secteur industriel doivent porter sur l'ensemble de ses intrants (salaires, biens, services) et n'excluent pas de s'intéresser à des secteurs plus lointains : les mesures contribuant à réduire les dépenses des ménages (coûts de l'immobilier, services aux ménages) pèsent indirectement sur les négociations salariales et peuvent conduire à des effets de deuxième tour sur les coûts de production industrielle.

Une industrie résiliente et décarbonée au maximum et régionale.

Mais cette crise est aussi une formidable opportunité pour l'industrie française de se réinventer. La pandémie a fait prendre conscience de l'importance stratégique de nos actifs physiques industriels, et il est possible d'utiliser la crise pour inverser la vague de désindustrialisation qui s'étend depuis des décennies. L'industrie française a perdu près de 20 % de son poids dans le PIB en 15 ans. Nous sommes l'un des rares pays en Europe à voir sa productivité manufacturière se dégrader (- 0,7 % entre 2015 et 2019, alors que l'Allemagne l'a améliorée de 2,4 %). L'industrie manufacturière est plurielle, interconnectée avec les systèmes extérieurs (elle permet de produire les biens utilisés dans tous les secteurs de l'économie) mais aussi en son propre sein (les biens produits dans une première filière manufacturière interviennent dans la production et chaînes de valeur des autres filières). Il faut dimensionner une industrie manufacturière qui soit résiliente. D'une part il faut comprendre comment elle répond aux nouvelles exigences des secteurs après transformation. L'industrie manufacturière est l'interface entre l'industrie lourde et les autres secteurs économiques. C'est-à-dire qu'elle permet de produire les voitures, les vélos, les batteries, les infrastructures, les smartphones etc. qui seront ensuite utilisés pour par exemple construire la mobilité du futur résilient, des usages sobres ou encore des systèmes énergétiques compatibles avec les impératifs de transition.

Pour respecter les impératifs de limites sur les flux physiques, il sera nécessaire de limiter les volumes de production. C'est ce qu'appelleront certains leviers de sobriété. Diminuer les volumes de biens produits tout en continuant d'assurer les services nécessaires passe par des réflexions sur les usages prioritaires et sur les

biens nécessaires dans les autres secteurs économiques. A usages constant, diminuer les volumes de biens produits passe par l'allongement de la durée de vie des biens et des matériaux. Deux solutions, pour cela : le recyclage et le réemploi.

Augmenter la durée de vie des biens (réemploi, réutilisation) est le premier axe d'amélioration à développer pour la gestion de nos biens. Augmenter les capacités de nos filières de réparation et reconditionnement (pour 326 Mt de déchets en France en 2017 et 2,5 Mt de biens ménagers collectés, seuls 40 % de biens sont réemployés ou réutilisés (ADEME, 2019)) permet de diminuer notre dépendance aux intrants en matières premières (énergétiques et non-énergétiques. Cela ne peut se faire qu'en rendant économiquement rentable et compétitif les activités de réparation, qui souffrent du déséquilibre du prix de la main d'œuvre face au prix de l'énergie et des ressources consommées (qui permet de produire puis d'importer des biens sur de longues distances pour des coûts moins importants qu'une production locale). Rendre compétitif la réparation permettra ainsi de développer des filières à forte valeur ajoutée en termes de main d'œuvre, tout en diminuant les impacts matériels (émissions carbonées, consommation d'énergie et de ressources).

Développer notre filière de recyclage, c'est augmenter la capacité de notre industrie à exploiter les gisements de matières que représentent nos déchets. Aujourd'hui, 15 % des intrants français en matières premières transformées proviennent du recyclage (ADEME, 2019).

Structurer une véritable filière de l'« après-première vie » les deux axes, réutilisation et recyclage, se développent et se structurent au sein d'une véritable filière de l'après-première vie. Créer une filière cohérente, c'est mettre fin à la concurrence d'acteurs dont l'objectif commun est de diminuer notre dépendance aux flux de matières extérieures., c'est nous rendre capable de structurer une véritable stratégie cohérente de gestion de nos biens et de nos déchets.

Les deux filières sont aujourd'hui asymétriques et en concurrence : la filière recyclage est une filière structurée et forte d'infrastructures logistiques d'échelle industrielle, contrairement à la filière de réutilisation qui repose sur des structures généralement moins importantes (en 2017, il existe en France 6700 entreprises pour le secteur du réemploi et 34 000 ETP (ADEME, 2019).

Une politique industrielle claire qui permettra de dimensionner et structurer une véritable « filière de l'après-première vie » à la hauteur des enjeux de sobriété. Cette filière s'appuie sur les infrastructures logistiques et la puissance industrielle des filières de recyclage aujourd'hui déjà déployée sur le territoire.

Piloter la filière est indispensable pour en assurer la cohérence : il est indispensable de comprendre comment choisir l'importance donnée à nos différentes alternatives (réemploi, réparation, recyclage) selon les objectifs de toutes les filières concernées, en amont (vers l'industrie lourde) comme en aval (vers l'industrie manufacturière). Or aujourd'hui, les acteurs de l'industrie lourde, du recyclage et du réemploi n'ont pas la possibilité de s'organiser selon une trajectoire qui prendrait en considération leurs différentes trajectoires et leviers afin de les agencer, de la manière la plus efficace

Cette filière doit être intégrée dans une stratégie industrielle nationale claire et quantifiée, qui permet d'ensuite laisser les échelons territorial et local assurer sa traduction en dynamiques opérationnelles pertinentes puisqu'ils balayent le spectre professionnel allant de la réalisation opérationnelle (réparation, reconditionnement, collecte, nettoyages et réemplois etc.) à la structuration de filière (structuration d'investissements, développement de modèles économiques, innovation de procédés, structurations logistiques, construction d'infrastructures, pilotages stratégiques etc.).

À la sortie de la pandémie

La sortie de la pandémie entraînera une résurgence des frontières, notamment pour certaines industries dont on voudra sécuriser l'approvisionnement au niveau national. Il en sera probablement ainsi pour l'industrie pharmaceutique ou les composants électroniques. Ces quelques exceptions mises à part, c'est le phénomène de régionalisation des chaînes industrielles qui va s'accélérer. Nous allons entrer dans une nouvelle phase de la mondialisation, ou chaque "cluster" régional aura sa chaîne de production localisée. En sortie de crise, les entreprises vont accélérer leurs efforts de régionalisation des flux, dans l'objectif de créer de la redondance dans les chaînes de valeur tout en rapprochant lieux de production et de consommation.

Augmenter la durée de vie des biens (réemploi, réutilisation)

Développer notre filière de recyclage

Rendre économiquement rentable et compétitif les activités de réparation

Structurer une véritable filière de l'« après-première vie »

Cette filière doit être intégrée dans une stratégie industrielle nationale claire et quantifiée.

L'industrie manufacturière est l'interface entre l'industrie lourde et les autres secteurs économiques